CUBA - L'hostilité et le blocus états-unien continuent

Angel Guerra Cabrera

vendredi 3 novembre 2017, mis en ligne par Françoise Couëdel

26 octobre 2017.

Le 1er novembre l'Assemblée générale de l'ONU votera à nouveau la résolution « Nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis à Cuba ». Ce sera la 26e fois qu'est présentée cette résolution qui, l'an dernier, a reçu l'approbation de 191 États sur les 193 qui font partie de cet organisme. Seuls les États-Unis et leur allié Israël ont voté contre. Mais sur l'île le blocus se prolonge, ce qui fait fi ouvertement non seulement du consensus et du droit international mais aussi de l'opinion du peuple états-unien et des Cubains qui y résident.

Après l'espoir suscité par les signes d'ouverture importants, bien que modestes, d'Obama vers une amélioration des relations avec Cuba, les quelques mois de la gouvernance de Trump ont suffi pour faire machine arrière et saper les avancées. Le 16 juin, dans un langage hostile, truffé de mensonges grossiers et de stupidités, qui rappelaient les épisodes les plus agressifs de la politique impérialiste à l'égard de Cuba, dans un théâtre de Miami, bondé de contre-révolutionnaires d'origine cubaine, le président a annoncé le retour en arrière. Son administration a imposé de nouveaux obstacles aux possibilités déjà quasi inexistantes pour les chefs d'entreprise états-uniens de commercer et d'investir à Cuba, et des restrictions supplémentaires aux citoyens états-uniens à se rendre dans l'île. Ne parlons pas de l'épisode hilarant de l'éclair phonique qui a soi-disant attaqué les diplomates états-uniens basés à La Havane. Des dizaines de scientifiques états-uniens de diverses disciplines ont démenti toute vraisemblance du phénomène.

En mars 2016, le Département du Trésor états-unien a annoncé qu'il autoriserait l'usage du dollar par Cuba dans ses transactions internationales et aux banques de ce pays, la possibilité d'octroi de crédits à des importateurs cubains de produits états-uniens autorisés. Pure sornette. À ce jour aucune de ces mesures ne s'est appliquée.

La recrudescence du blocus dans les secteurs financiers et extraterritoriaux cause de sévères préjudices à l'économie de Cuba et entrave sérieusement le droit de son peuple au développement. Cela implique, en outre, une violation flagrante du droit international quand la loi états-unienne s'applique à des tiers, ce qui se traduit par l'imposition de pénalités à des compagnies étrangères qui ont des relations commerciales avec Cuba, par le refus des banques et des institutions financières de réaliser des opérations avec l'île par peur de se voir infliger des pénalités, ainsi que par des poursuites contre les transactions financières internationales cubaines.

Voici quelques-uns des nombreux exemples du mode opératoire de l'application extraterritoriale du blocus : le 20 juin 2016, la compagnie hollandaise de courrier TNT a restitué au Consulat de Cuba à Madrid deux envois postaux destinés aux ambassades de Cuba en Chine et en Indonésie. La compagnie a allégué que la restitution était due au blocus des États-Unis sur Cuba. Le 1er août 2016, cette même compagnie a suspendu le service de courrier postal au Consulat de Cuba à Rotterdam, Hollande. La suspension de ces services crée de graves obstacles à la remise de documents aux Cubains qui résident à l'extérieur de l'île.

Les pénalités infligées à des banques sont nombreuses. Le 13 janvier 2017, Washington a infligé une amende de 516 105 dollars à la banque canadienne Toronto-Dominion Bank. Le service correspondant du

Département du Trésor a allégué que 29 transactions de cette institution avec Cuba ont transité par le système bancaire états-unien entre les années 2007 et 2011.

En avril 2017, un fournisseur allemand a refusé de livrer à MEDICUBA S.A. un appareil destiné au diagnostic du cancer de la prostate. Le fournisseur a imputé au blocus son impossibilité de livrer le matériel. Les cas de ce type sont nombreux.

Le blocus cause de nombreux préjudices, chaque minute, dans toutes et chacune des facettes de la vie des Cubaines et des Cubains. Dans le domaine de l'éducation, de la culture, du sport, de l'alimentation, de la science et, bien évidemment, du développement économique. Peu importe l'amélioration à laquelle pourrait tendre la gestion de l'économie cubaine. Les obstacles seraient insurmontables en raison du blocus imposé par la nation la plus puissante et la plus agressive militairement, dont le grand marché est celui qui est le plus proche de Cuba.

En raison du blocus, des patients cubains manquent de médicaments irremplaçables, uniquement produits par des laboratoires étasuniens. Des enfants cubains n'ont pas, pour la même raison, accès à des traitements ou à des dispositifs oncologiques et cardiologiques uniquement fabriqués aux États-Unis, le champion des droits humains.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : https://www.alainet.org/es/articulo/188868

Twitter de l'auteur :@aguerraguerra